

SYRIE

20 soldats tués dans des attentats suicide à la voiture piégée (ONG)

Au moins 20 soldats ont été tués samedi dans deux attentats suicide à la voiture piégée visant l'enceinte d'un club d'officiers de Deraa, dans le sud de la Syrie, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Les deux attentats ont été menés à quelques minutes d'intervalle «par deux hommes conduisant des véhicules bourrés d'explosifs dans le jardin» du club, où se trouvent des tentes pour les soldats, a précisé Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH.

Des témoins ont vu des ambulances transporter des morts et des blessés depuis le lieu de l'attentat vers l'hôpital de Deraa, a-t-il ajouté. Le mode opératoire, avec des kamikazes et des explosions quasi-simultanées, est celui des jihadistes et en particulier d'al-Qaïda. L'agence officielle syrienne Sana a confirmé l'explosion de deux voitures à Deraa, faisant état de victimes et d'importants dégâts matériels.

Un troisième attentat a eu lieu sans faire de victime dans le stade de Deraa, où un centre militaire a été installé, selon l'OSDH.

Dans le centre de Damas, une roquette a visé un quartier chrétien, blessant deux jeunes filles, a rapporté la télévision officielle syrienne.

«Des terroristes ont lancé une roquette fabriquée localement contre des habitations sur la place Georges-Khouri», a précisé la chaîne officielle. Le régime qualifie de «terroristes», les opposants et les rebelles qui luttent depuis mars 2011 contre le président Bachar al-Assad.

Le 21 octobre, un attentat avait fait, selon Sana, 13 morts et 29 blessés devant le commissariat de police du quartier chrétien de la vieille ville de Damas.

Toujours dans la capitale, une charge a explosé à Zahira al Jadida (sud), faisant des dégâts, a rapporté l'OSDH. Sana a mentionné l'explosion d'une voiture piégée ayant fait trois blessés



La voiture piégée utilisée par les kamikazes.

derniers jours et où les forces gouvernementales ont tué quatre civils, selon l'OSDH. Dans le gouvernorat de Qouneitra (sud-ouest), les forces du régime ont bombardé des villages de la partie démilitarisée du Golan, a indiqué l'OSDH, précisant que des combattants rebelles avaient mené une attaque dans la nuit de vendredi à samedi contre un centre de la Sécurité dans le village d'al-Hourria.

En outre, des bombardements ont été signalés à Alep (nord) et sa province, à Idleb et Maaret al-Nooman (nord-ouest), à Homs (centre) ainsi qu'à Deir Ezzor (est), où un rebelle a été tué dans des combats à Abou Kamal.

Samedi, les violences ont fait 49 morts (29 soldats, 13 civils et 7 rebelles) à travers le pays, selon un bilan provisoire de l'OSDH qui se base sur un réseau de militants et de médecins dans les hôpitaux civils et militaires.

Vendredi, ce bilan s'était élevé à 151 morts (67 civils, 31 rebelles et 53 membres des forces du régime), selon la même source.

IRAK

Baghdad annule des contrats d'armement colossaux avec la Russie

L'Irak, dont les forces armées manquent cruellement d'équipements, a annulé une série de contrats d'armement à hauteur de 4,2 milliards de dollars avec la Russie, sur fond de soupçons de corruption, et négocie à l'heure actuelle de nouveaux accords avec Moscou.

L'annulation de ces contrats, annoncée par le porte-parole du Premier ministre Nouri al-Maliki, a néanmoins été contestée par le ministre de la Défense par intérim, donnant lieu à un imbroglio.

Ali Moussaoui, porte-parole du Premier ministre, a d'abord affirmé samedi matin que les contrats avec Moscou étaient annulés en raison de «soupçons de corruption» soulevés par M. Maliki, et qu'une enquête était en cours. Le ministre de la Défense par intérim Sadoune al-Doulaïmi, qui a négocié directement ces accords, a ensuite convoqué la presse en toute hâte, en

assurant que M. Maliki n'avait «rien annulé». «S'il existe des soupçons de corruption, j'en prends la responsabilité, devant Dieu et devant la loi. Le contrat n'est pas annulé, nous sommes toujours en négociations», a-t-il affirmé.

«Nous n'avons pas transféré un seul dinar, il n'y a pas d'accord final. (L'Irak) a seulement fait une offre», a-t-il ajouté. Pressé de réagir à ces propos, M. Moussaoui a indiqué que «les contrats sont annulés» et que Baghdad a «entamé de nouvelles négociations», en soulignant que l'Irak a «besoin d'armes». La Russie avait profité de la visite de M. Maliki à

Moscou début octobre pour révéler la signature de cette série de contrats, paraphés au cours du second semestre de cette année, tout en se gardant de détailler les achats effectués par Baghdad. Le quotidien russe Vedomosti avait affirmé qu'il s'agissait notamment de 30 hélicoptères Mi-28 et de 42 systèmes de missiles sol-air Pantsir-S1.

Baghdad aurait également souhaité acquérir un certain nombre de MiG-29, des avions de chasse et d'autres hélicoptères. Sous leur forme initiale, les contrats auraient permis à la Russie de se hisser à la deuxième place des fournisseurs d'armes de l'Irak, juste derrière les Etats-Unis. L'ambassade russe n'était pas joignable, mais depuis Moscou un haut responsable du secteur de l'armement russe a assuré, sous couvert de l'anonymat, à l'agence de presse RIA Novosti que les Etats-Unis avaient

«forcé l'Irak» à annuler les contrats. La Russie place de grands espoirs dans ces contrats d'armement avec Baghdad. Ils lui permettraient de renouer des liens étroits avec l'Irak, son ancien allié de l'époque soviétique, perdus avec la chute du régime de Saddam Hussein en 2003.

Moscou est à la recherche de nouvelles alliances régionales alors que son seul allié arabe, le président syrien Bachar al-Assad, est aujourd'hui menacé par une révolte populaire devenue conflit armé. A cela s'ajoute le manque-à-gagner de quatre milliards de dollars entraîné l'an dernier par le changement de régime soutenu par les Occidentaux en Libye, tandis que Moscou coopérait avec le régime de Mouammar Kadhafi.

Ce nouvel épisode retarde également un peu plus le réarmement des forces armées irakiennes. Elles man-

quent cruellement de matériel pour protéger les frontières du pays depuis le départ des troupes américaines en décembre dernier et dépendent des livraisons en armes de Washington.

Ces dernières semaines, le gouvernement irakien a d'ailleurs pressé à plusieurs reprises son allié américain d'accélérer ses livraisons d'armes, notamment un lot d'avions de combat F-16. «Le pilier de notre armement est américain, mais si nous devons nous fournir auprès d'autres pays, nous le ferons», avait expliqué l'adjoint au conseiller à la sécurité nationale, Safa Hussein, le mois dernier dans un entretien à l'AFP.

«Les programmes américains se sont avérés un peu lents. Nous ne pouvons pas continuer à accuser de telles déficiences dans notre équipement militaire. Les Américains le comprennent», avait-il ajouté.

ITALIE

Sit-in devant l'ambassade du Maroc à Rome pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques sahraouis

De nombreux militants italiens amis du peuple sahraoui ont tenu hier un sit-in devant l'ambassade du Maroc à Rome pour exiger la libération des prisonniers politiques sahraouis incarcérés dans les geôles marocaines, parfois sans procès, et la fin de l'occupation du Sahara occidental, a constaté sur place un journaliste de l'APS.

La manifestation organisée par l'Association nationale (italienne) de solidarité avec le peuple sahraoui (ANSPP) visait également à protester contre le report du procès des 23 militants sahraouis ayant participé entre octobre et novembre 2010 aux protestations qui avaient suivi le démantèlement du camp de la dignité près d'El-Ayoune, Gdeim Izik, par les forces militaires

marocaines d'occupation. «Les manifestants sont venus de Rome, mais aussi des régions des Pouilles (sud) et d'Emilie-Romagne», a précisé à l'APS, le président de l'association organisatrice du sit-in, Luciano Ardesi.

Le sit-in est parrainé outre par l'ANSPP, par la Campagne internationale pour la libération des prisonniers politiques sahraouis, en collaboration avec les jeunes

Sahraouis vivant en Italie, a-t-il ajouté. Les manifestants, qui brandissaient des drapeaux sahraouis, affichaient une large banderole sur laquelle on lit en langue italienne «Paix et liberté tout de suite pour le peuple sahraoui». Munis de vuvuzela, la fameuse trompette sud-africaine qui produit des sons stridents, certains manifestants actionnaient ces instruments juste après le lancement par d'autres de slogans appelant au respect des droits de l'homme quotidiennement foulés au pied, dans les territoires sahraouis occupés.

Dans un texte distribué aux représentants des médias et aux manifestants, les organisateurs

du sit-in ont rappelé le report du procès sine die, pour la seconde fois le 24 octobre dernier des 23 Sahraouis devant le tribunal militaire de Rabat, pour les faits de Gdeim Izik au Sahara occidental occupé.

Les 23 accusés sont détenus dans la prison de Rabat-Salé pendant deux ans sans procès, qualifiant leur détention d'«illégal». «Pourtant, un autre tribunal les a accusé d'avoir commis des faits très graves (assassinat) qui pourraient leur valoir la peine de mort en vertu du code de justice militaire marocain», ont souligné les rédacteurs du texte, estimant que les détenus sahraouis le sont sans preuve.

ESPAGNE

45 immigrants africains interceptés au large des côtes

Les services de secours ont intercepté samedi, au large de Tarifa (sud de l'Espagne), 45 immigrants africains à bord de trois embarcations, alors que le pays fait face depuis plusieurs semaines à un afflux d'immigrants clandestins tentant de franchir le détroit de Gibraltar.

«Nous avons intercepté trois embarcations, avec au total 45 immigrants, dont cinq bébés», ont

expliqué à l'AFP un porte-parole des services de sauvetage en mer à Tarifa, précisant que des agents marocains avaient aussi participé à l'opération, qui s'est déroulée entre 6h et 9h GMT samedi. Les immigrants «sont tous en bonne santé», a-t-il assuré.

Fin octobre, l'antenne de Tarifa de la Croix-Rouge espagnole, qui prend en charge les immigrants à leur arrivée sur la côte, avait indiqué être venue en aide en un mois à 325 d'entre-eux, contre environ 500 au total sur les neuf premiers mois de l'année. Les autorités espagnoles n'ont pas donné

d'explication officielle. Parallèlement, des groupes de migrants venus d'Afrique noire ont tenté à plusieurs reprises, ces dernières semaines, de franchir la barrière grillagée qui constitue la frontière entre le Maroc et l'autre enclave espagnole de Melilla. Après une accalmie de la pression migratoire ces dernières années, l'Espagne a dû renforcer fin août son dispositif de sécurité à Melilla, en rehaussant notamment son grillage-frontière, pour empêcher des dizaines de clandestins d'entrer après le passage en force d'une soixantaine d'entre-eux.

YÉMEN Deux morts dans des combats entre des éléments tribaux et une milice pro-gouvernementale

Deux adjoints d'un chef d'une tribu yéménite ont été tués hier samedi dans des combats avec des membres d'une milice pro-gouvernementale dans la province d'Abyane, dans le sud du Yémen, ont rapporté des agences de presse.

Le deux adjoints du chef tribal Tarek al-Fadhli ont été tués et un autre blessé lorsque les miliciens avaient «ouvert le feu sur la maison de M. Fadhli» à Zinjibar, la capitale d'Abyane, a affirmé un responsable de la milice, cité par des médias.

Le chef tribal Tarek al-Fadhli est soupçonné de liens avec le réseau terroriste Al-Qaïda. Sa maison était assiégée depuis lundi par des centaines de membres des Comités de résistance populaire, une milice supplétive épaulant l'armée yéménite dans sa lutte contre Al-Qaïda dans le sud du pays.

La milice pro-gouvernementale voulait obliger le chef tribal à se livrer à la police. Profitant de l'affaiblissement du pouvoir de Sanaa durant la contestation contre le président Ali Abdallah Saleh, qui a quitté le pouvoir en février 2012, Al-Qaïda a renforcé sa présence dans le pays.